

Brochure n° 3244

Convention collective nationale

IDCC : 1505. – **COMMERCE DE DÉTAIL
DES FRUITS ET LÉGUMES,
ÉPICERIE ET PRODUITS LAITIERS**

AVENANT « SALAIRES » N° 85 DU 1^{ER} JUILLET 2008

NOR : ASET0850774M

IDCC : 1505

Entre :

La fédération nationale des détaillants en produits laitiers (FNDPL) ;
L'union nationale des syndicats de détaillants en fruits, légumes et
primeurs (UNFD) ;

La fédération nationale de l'épicerie (FNDE),

D'une part, et

La fédération des services CFDT ;
La fédération des syndicats commerce, services et force de vente CFTC ;
La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation,
des tabacs et activités annexes FO ;
La fédération nationale agroalimentaire CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le 1^{er} juillet 2008, le SMIC horaire est passé à 8,71 €.

Les signataires de la convention collective nationale de fruits et légumes,
épicerie et produits laitiers se sont réunis ce jour pour établir une nouvelle
grille de salaires.

Article 1^{er}
Grille de salaires

(En euros.)

NIVEAU	TAUX HORAIRE
N 1 A	8,80
N 1 B	8,90
N 2	9,04
N 3 A	9,18
N 3 B	9,35
N 4 A	9,49
N 4 B	9,74
N 5	11,55
N 6	12,02
N 7	14,47
N 8	16,41

L'application de cet accord de salaires doit, dans une même entreprise donner lieu au respect du principe « à travail égal, salaire égal ».

Conformément à ce principe et aux dispositions du code du travail, les entreprises veilleront au respect de :

- l'égalité de rémunération entre hommes et femmes.

Les femmes, sans que les absences pour maternité y fassent obstacle, se voient attribuer, dans les mêmes conditions que les hommes, le niveau de classification et le salaire prévus par la présente convention collective et bénéficient des mêmes conditions de promotion et/ou d'évolution, notamment salariale ;

- l'égalité de traitement entre les salariés quels que soient notamment leur origine, âge, apparence physique, patronyme, situation de famille, activités syndicales ou convictions religieuses.

Article 2

Formalités administratives

Le présent avenant est applicable à compter du premier jour du mois suivant la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Le présent avenant sera déposé à la direction des relations de travail et au greffe du conseil de prud'hommes.

Les parties signataires ont convenu de demander, sans délai, son extension.

La fédération nationale des détaillants de produits laitiers est chargée des formalités nécessaires.

Fait à Paris, le 1^{er} juillet 2008.

(Suivent les signatures.)